

canadienne à l'égard des facteurs externes, et en particulier l'influence des États-Unis et, par là, de renforcer notre capacité de promouvoir les grands objectifs canadiens et d'assurer le sentiment de notre identité nationale.»

A partir de 1972, le Canada adopte un certain nombre de mesures destinées à concrétiser la troisième option. Une Loi sur l'examen des investissements étrangers est sanctionnée par le Parlement. Elle établit un mécanisme de tamisage de tous les nouveaux investissements étrangers au Canada fondé sur le principe de l'avantage substantiel pour l'économie canadienne. Après l'embargo pétrolier de 1973, le Canada augmente le prix du pétrole exporté aux États-Unis afin qu'il suive les cours mondiaux et annonce qu'il mettra graduellement fin à l'exportation du pétrole brut. Le gouvernement d'Ottawa soulève également l'ire des élèves américains en imposant de sévères contrôles d'inspection du bœuf américain. D'autre part, le Canada se montre peu enclin à conclure des accords de transit sur son territoire du gaz naturel devant être acheminé de l'Arctique au Midwest américain qui connaît des pénuries à compter du milieu des années 1970. Bref, les Américains sont conscients du fait que le Canada a adopté une attitude plus dure dans ses relations économiques avec les États-Unis, particulièrement dans le secteur énergétique. Il semble également apparent à certains Américains que l'anti-américanisme est à la hausse dans des parties du Canada et particulièrement en Ontario — la province qui paraissait avoir le plus d'affinités avec les États-Unis et avec laquelle les relations économiques avaient été les plus étroites depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Entre 1971 et 1976, Ottawa progresse certainement sur la voie de l'objectif fondamental formulé par Mitchell Sharp, réduire «la vulnérabilité de l'économie canadienne à l'égard des facteurs externes». Mais qu'en est-il du second objectif, «renforcer notre capacité de promouvoir les grands objectifs canadiens et d'assurer le sentiment de notre identité nationale»? A cet égard, le bilan n'est pas aussi clair; l'économie canadienne ne s'est pas bien comportée au cours des dernières années et le chômage et l'inflation sont plus élevés qu'aux États-Unis. Le Canada n'a pas connu les succès qu'il espérait dans sa tentative d'ouvrir la Communauté économique européenne aux exportations canadiennes et le rythme des investissements étrangers au Canada a ralenti. La décote de 10 pour cent du dollar canadien par rapport à la monnaie américaine au cours des deux dernières années constitue une preuve encore plus visible des problèmes économiques du Canada.

Évolution inattendue au Québec

Si le Canada n'a pas consolidé le sentiment de son identité nationale, il y a à cela une raison plus fondamentale et qui ne tient en rien aux États-Unis ou à d'autres facteurs

externes, mais plutôt à l'évolution politique inattendue du Québec où, à l'automne de 1976, les électeurs portent au pouvoir le Parti Québécois, un parti ouvertement séparatiste. Même si son chef, René Lévesque, privilégie au cours de la campagne une ligne réformiste plutôt que la thèse de l'indépendance, les secousses de cet événement tout à fait imprévu se font sentir partout au Canada et changent complètement la situation politique à Ottawa. Cette élection a également des effets importants sur les relations du Canada avec les États-Unis. Le Premier ministre Trudeau se rend à Washington en février 1977 et, dans son allocution à une session conjointe des deux chambres du Congrès, il met l'accent sur la question de l'unité canadienne et sur le problème québécois. A un journaliste qui lui demande, lors de la conférence de presse qui suit, si on se préoccupe beaucoup du Canada aux États-Unis, le Président Carter répond: «on est très préoccupé ici au sujet de l'avenir du Canada. Après avoir expliqué combien étroitement les deux pays sont unis, le Président dit préférer personnellement que le Canada demeure ce qu'il est et qu'il n'y ait pas un Québec séparé, mais ajoute que la décision doit être prise par les Canadiens et qu'il n'entend certainement pas prendre d'initiatives privées ni publiques pour essayer de déterminer l'issue du débat en cours.

Les problèmes internes du Canada font donc la manchette aux États-Unis au cours de 1977 et il semble probable qu'ils continueront à retenir l'attention des médias américains. La visite de René Lévesque à Paris à l'automne de 1977 et l'accueil chaleureux que lui réserve le Président de la France sont largement couverts. Il en est de même de la décision du gouvernement québécois de faire du français la seule langue officielle de la province et des protestations qui sont venues à cet égard de la minorité non francophone du Québec. L'interview que le Premier ministre Trudeau accorde à l'occasion du Nouvel An à Bruce Phillips, journaliste bien connu de la télévision canadienne, fait la une du New York Times. Lors de cette interview, le Premier ministre déclara que si les séparatistes québécois employaient des méthodes «illégales» pour atteindre leurs fins, il utiliserait la force contre eux tout comme il l'avait fait en 1970 quand il invoqua les pouvoirs d'urgence. Le public américain informé prend graduellement conscience de la possibilité que la violence et même la guerre civile éclatent au Canada.

Les Américains et le Québec

Face à une telle éventualité, quelle attitude devraient adopter les Américains sur la question du Québec? Quels sont les intérêts américains en jeu au Canada et comment seront-ils touchés par l'évolution du Québec et d'autres provinces au cours des prochaines années? Si le premier ministre Lévesque tient effectivement un référendum en 1979 ou en 1980 et que la violence éclate par